

EU 2-1-3

2

AMBASSADE de FRANCE en GRANDE-BRETAGNE

TELEGRAMME en CLAIR

ARRIVÉE RADIO

1x EU 2-6

Conseiller Politique BERLIN le 25 octobre 1948 19h35

Archivé: L.B.

Reçu LONDRES le 26 octobre 1948 17h00

No: 608

AMBAFRANCE LONDRES

Berlin le 25 octobre 1948.

Selon des indications que le "Berliner Montag Echo", journal libéral démocrate des secteurs occidentaux assure tenir de source bien informée les milieux dirigeants du parti d'unité socialiste envisageraient la formation dans un proche avenir d'un État d'Allemagne orientale ainsi que le retrait des troupes soviétiques.

D'après les déclarations qu'auraient faites de hauts fonctionnaires de l'administration militaire soviétique les Russes auraient en effet l'intention de retirer leurs troupes de leur zone et de charger simultanément le Conseil du peuple de la création d'un gouvernement allemand. Auparavant le conseil du peuple publierait une résolution demandant le retrait du parti est actuellement soumis ses dirigeants ...

...

de toutes les troupes d'occupation. L'organisation d'une puissante armée policière à laquelle il serait procédé actuellement en zone soviétique serait destinée à assurer la protection du futur gouvernement allemand.

Les milieux communistes de Berlin commenteraient ce nouveau plan en déclarant que Staline a acquis la conviction qu'une guerre devrait être pour le moment évitée. Le retrait des troupes soviétiques et la formation d'un nouveau gouvernement allemand constitueraient aux yeux des Russes la solution la plus avantageuse.

Le Kremlin estimerait que les succès qu'il rencontre en Chine, en Corée et en Indonésie et les résultats que remportent les grèves en Finlande, en Italie et en France, lui permettent d'améliorer la situation internationale de l'U.R.S.S. sans aller jusqu'au conflit. L'aggravation du contrôle établi sur le trafic qui s'effectue entre Berlin et la zone soviétique aurait la valeur d'une épreuve permettant de vérifier si la police et l'administration allemandes sont à elles seules capables d'isoler les secteurs occidentaux de Berlin dans le cas attendu où le mark occidental y serait proclamé la seule monnaie valable.

Le récent changement survenu dans la direction du parti d'unité socialiste de Berlin aurait suscité des inquiétudes au sein du parti lui-même qui se verrait de plus en plus entraîné à recourir à l'action illégale. La nomination à un des principaux postes d'un homme comme Deter est d'autant plus significative que c'est ce même Deter qui se prononçait dès juin dernier pour l'emploi des méthodes exceptionnelles dans les secteurs occidentaux sans égard aux partis possibles.

En dépit de l'épuration radicale à laquelle le parti est actuellement soumis ses dirigeants

...



...

envisageraient avec inquiétude le retrait des troupes soviétiques, car ils n'ignorent pas que la puissance dont ils ont disposé jusqu'à maintenant tient essentiellement à la présence de ces troupes.

D'autre part, l'administration militaire soviétique aurait déjà préparé une série de directives fixant les tâches que le futur gouvernement allemand aura à accomplir: organisation de l'ensemble de la production, mise en application de la nouvelle réforme agraire par l'expropriation des paysans disposant de terres importantes, proclamation d'une loi qui autoriserait les réquisitions de valeurs sur simple décret, suppression définitive du commerce privé qui serait remplacé par les Sociétés de consommation et les magasins d'achats libres, création d'une puissante armée policière.

Selon ces nouveaux plans, Berlin conserverait son caractère de ville quadripartite, ce qui fournirait aux soviétiques le prétexte de maintenir un nombre suffisant de troupes dans la zone orientale; elles seraient destinées comme en Pologne à protéger les communications de l'Armée rouge et à assurer éventuellement le retour en Allemagne à de nouvelles formations. Des officiers de Contrôle, des fonctionnaires civils soviétiques et des hommes de confiance allemands auraient pour tâche de veiller à la bonne exécution de ce programme. Des provocations et des émeutes seraient suscitées d'ici peu dans le secteur soviétique de Berlin qui proclamerait dans une résolution son anchluss à la zone soviétique tandis que la presse, sous licence russe, ferait campagne en faveur d'un programme de libération.

Les dirigeants du parti d'unité socialiste espéreraient pouvoir prendre alors la tête d'un vaste mouvement de résistance nationale./.

SEYDOUX